UNFPA
BURKINA FASO

BULLETIN D'INFORMATION

EDITION SPÉCIALE

JANVIER 2024

Belgique partenaire du développement · NL Netherlands · KOICA · Luxembourg Aid & Development · Canada

MOT DU REPRÉSENTANT RÉSIDENT

La publication de ce numéro spécial marque, tout naturellement, le début du nouvel an. Une occasion pour moi, au nom du bureau-pays de l'UNFPA Burkina Faso, de présenter à toutes et à tous, mes meilleurs vœux de santé, de bonheur, de prospérité et surtout de paix.

C'est le lieu également d'adresser mes chaleureux remerciements aux autorités gouvernementales. Je renouvelle toute ma gratitude aux partenaires techniques et financiers qui nous apportent leur immense soutien pour la mise en œuvre de nos projets et programmes au profit des braves populations.

Je saisis aussi cette tribune pour rendre un vibrant hommage à tout le personnel, ces femmes et ces hommes qui s'investissent pleinement, nuit et jour, pour l'implémentation de notre mandat.

Faut-il rappeler, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) accompagne le gouvernement du Burkina Faso pour rendre les populations plus résilientes face à la crise, en renforçant la capacité des institutions nationales et communautaires afin de parvenir à zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en planification familiale et zéro violence basée sur le genre à l'horizon 2025.

A cet effet, le bureau pays a établi un cadre élargi de partenariats stratégiques et durables, sous une perspective positive, avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux, impliquant le secteur privé et les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunes et de femmes.

La visite du Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en l'occurrence Dr Sennen Hounton, au Burkina Faso, du 17 au 22 septembre 2023, marque un engagement fort de notre institution envers le peuple burkinabè et favorise par conséquent la collaboration active avec toutes les parties prenantes. Dans cette perspective, le renforcement de la coopération entre l'UNFPA et le Burkina Faso, y compris la réponse humanitaire, est essentiel pour atteindre les objectifs des résultats transformateurs, de la CIPD@30 et promouvoir le développement durable.

En alignant nos initiatives avec les plans, programmes et priorités nationaux, notre institution, à travers son plan stratégique 2022-2025, s'assure que chaque action entreprise contribue de manière significative à la réalisation des priorités gouvernementales au profit des femmes et des jeunes filles. Cela en parfaite cohérence avec les priorités de développement.

Le Plan d'action pour la stabilisation et le développement 2023-2025, élaboré par le gouvernement, met en exergue les domaines prioritaires sur lesquels le pays entend concentrer ses efforts pour atteindre des objectifs majeurs de développement.

Le Programme Pays de l'UNFPA sur la période 2023-2025 intègre bien ces priorités, créant ainsi une synergie d'action entre les aspirations nationales et son engagement au Burkina Faso.

Je voudrais souligner avec fierté, sourire aux lèvres, la contribution de l'UNFPA à la réussite de deux évènements phares, qui se sont déroulés en juillet et septembre 2023, à New York, et qui mettent en exergue l'excellence de la collaboration et du partenariat entre le gouvernement et le Système des Nations Unies au Burkina Faso. Nous avons, en effet, soutenu le processus de formulation et de présentation du Rapport national volontaire (VNR) sur les Objectifs de développement durable (ODD) du Burkina Faso en tant qu'instrument de dialogue de haut niveau et de redevabilité. Aussi, avons-nous accompagné l'organisation du Forum politique de haut niveau qui s'est tenu en marge de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cela a permis aux autorités du Burkina Faso de procéder à la présentation du Plan d'action des Nations Unies pour le développement durable (UNIDAP 2023-2025), qui constitue le nouveau Plan-cadre de coopération entre le gouvernement et les Nations Unies.

Pour la période 2024-2025, l'UNFPA va accompagner le Plan d'action du gouvernement pour la stabilisation et le développement, auquel est aligné l'UNIDAP, en renforçant davantage sa contribution à la réponse humanitaire et son appui aux chantiers du développement durable. Nous allons saisir les opportunités offertes pour diversifier nos interventions sur des questions majeures et transversales telles que les changements climatiques, la migration, la finance inclusive, l'enregistrement des faits d'état civil, entre autres.

Bonne année 2024 à tout le peuple Burkinabè !

Ney taabo !
Aw Sambè Sambè !
Leni li binpanli jaanma !

Bonne lecture !

Alain A. Akpadji
Représentant résident UNFPA Burkina Faso

CHIFFRES ET FAITS CLÉS

INDICATEURS PHARES DE LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE 2023

Nombre de décès maternels évités : **1 110**

Nombre de grossesses non désirées évitées : **547 609**

Nombre d'avortements évités : **226 804**

LES EFFORTS DE L'UNFPA VERS ZÉRO VBG 2023

1 283 personnes survivantes de VBG aidées par les services médicaux et psychosociaux.

27 espaces sûrs des femmes et des filles sont fonctionnels pour une identification rapide et un soutien psychosocial en temps opportun aux survivantes.

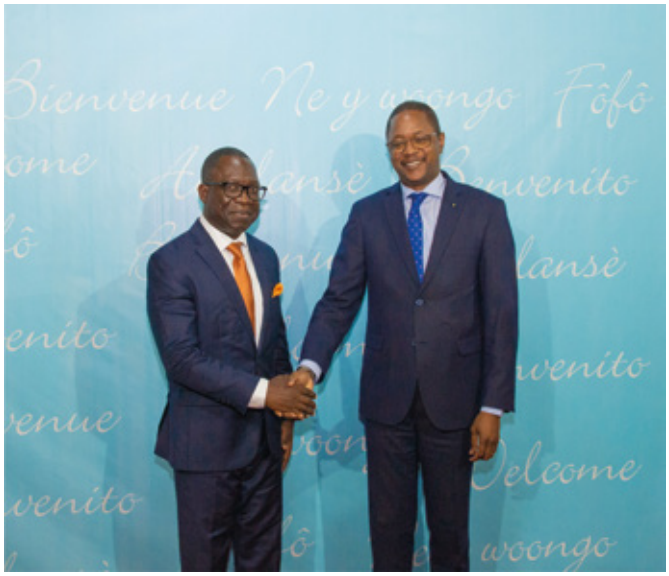
4 One Stop Center actuellement implantés dans les régions du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel.

4 317 kits de dignité distribués aux femmes et aux filles, y compris aux femmes et filles survivantes de VBG.

343 agents de santé formés aux premiers secours psychologiques pour les survivant-e-s de VBG.

VISITE DIRECTEUR REGIONAL UNFPA AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Le Directeur régional du bureau de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Sennen Hounton, a effectué, du 17 au 22 septembre 2023, une visite de travail au Burkina Faso.



Accompagné d'une forte délégation, Dr Sennen Hounton a rencontré des autorités gouvernementales et parlementaires, dont le président de l'Assemblée législative de la transition, Dr Ousmane Bougouma, et le ministre délégué auprès du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, chargé de la Coopération régionale, M. Jean Marie Karamoko Traoré.

Au cours de ses rencontres avec les autorités nationales, Dr Sennen Hounton a exprimé le soutien de l'UNFPA, et invité, à cet effet, les autorités de la transition à poursuivre le dialogue avec l'ONU et les partenaires internationaux, et à contribuer à la médiation et à l'instauration de la paix et de la cohésion sociale, conformément à l'agenda du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies.

Dans la même dynamique, le Directeur régional de l'UNFPA WCARO a été reçu en audience par des partenaires techniques et financiers, dont les ambassadeurs du Japon, du Canada et du Royaume des Pays-Bas. Les discussions ont porté essentiellement sur la situation humanitaire au Burkina Faso et dans le Sahel, et les axes de collaboration entre l'UNFPA et ses partenaires, les perspectives de coopération stratégique et durable et la contribution de l'UNFPA dans la réponse globale des partenaires techniques et financiers et du Système des Nations Unies au Burkina Faso.

« Je salue l'engagement des partenaires à mettre fin à la violence fondée sur le sexe, à promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques, y compris la santé maternelle, et à protéger les droits de l'homme dans les situations de crise et de conflits », a déclaré Dr Sennen Hounton.

A Bobo Dioulasso, le Directeur régional a eu des discussions de haut niveau avec la ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, sur le renforcement du partenariat de l'UNFPA avec le gouvernement du Burkina Faso afin de renforcer les efforts visant à mettre fin à la mortalité maternelle évitable, aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale et aux violences basées sur le genre et à promouvoir l'autonomisation des femmes.

VISITE DIRECTEUR REGIONAL UNFPA AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

« Le renforcement de la coopération entre l'UNFPA et le Burkina Faso, y compris la réponse humanitaire, est essentiel pour atteindre les objectifs des résultats transformateurs et promouvoir le développement durable. Notre institution s'engage à travailler aux côtés du Gouvernement au Burkina Faso pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive, lutter contre les violences basées sur le genre, et promouvoir l'égalité des sexes, l'intégration de la dimension genre, et contribuer à la consolidation de la paix, à travers la cohésion sociale et le vivre ensemble », a déclaré Dr Sennen Hounton.

La visite du Directeur régional sur le terrain lui a permis également d'échanger avec le Directeur exécutif de l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS), Dr Melchior Athanase J.C. AÏSSI, sur le partenariat en vue entre l'OOAS et l'UNFPA.

Les deux instituions ont, à cet effet, procédé à la signature d'un Memorandum of Understanding (MoU) dans le cadre de la mise en œuvre du projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD).

Signature de convention entre l'UNFPA et l'OAS pour la mise en oeuvre du projet SWEDD

VISITE DIRECTEUR REGIONAL UNFPA AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Remise de kits de dignité pour 100 femmes issues des déplacés internes, des réfugiés et aussi des femmes vulnérables de la communauté hôte

Dans le cadre de la réponse humanitaire de l'UNFPA au Burkina Faso, Dr Sennen Hounton a remis des kits de dignité pour 100 femmes issues des déplacés internes, des réfugiés et aussi des femmes vulnérables de la communauté hôte. Chaque kit de dignité contient des produits de première nécessité, entre autres, du savon, des sous-vêtements féminins, de la pommade corporelle, une paire de chaussures, trois pagnes, des foulards, des serviettes hygiéniques réutilisables, des collants et une lampe torche solaire.

Ces kits contribueront à l'atténuation des risques de violences basées sur le genre (VBG), à assurer aux femmes et filles une bonne gestion de leur hygiène, notamment dans la période des menstrues et à préserver leur dignité.

Cette remise de kit a été aussi une occasion pour le Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, De Sennen Hounton, de réitérer l'accompagnement de l'UNFPA au gouvernement du Burkina Faso afin d'adresser une réponse adéquate à la crise humanitaire que traverse le pays depuis plusieurs années.

VISITE DIRECTEUR REGIONAL UNFPA WCARO

Remise de matériel d'une valeur de plus de 30 millions de FCFA au Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille.

En visite de travail à Bobo-Dioulasso, le Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Sennen Hounton, a remis du matériel roulant et bureautique, d'une valeur de plus de 30 millions de francs CFA, au profit des directions régionales des Hauts-Bassins, des Cascades et du Centre-Ouest. Le matériel est composé, entre autres, de 10 motos, 6 bureaux, 60 chaises de réunion, 7 fauteuils de direction et de 30 mégaphones.

Présente à la cérémonie, la Ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, a remercié l'UNFPA Burkina Faso pour cet appui qui va sans doute permettre à son département d'être plus opérationnel dans les trois régions bénéficiaires.

VISITE DIRECTEUR REGIONAL UNFPA AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Participation du Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre au lancement du groupe de travail contre les VBG dans les Hauts-Bassins.

Les travaux du groupe de travail contre les violences basées sur le genre ont été lancés le 19 septembre 2023 sous la présidence de la Ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, en présence du Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Sennen Hounton.

Ce groupe de travail, composé de structures étatiques et non étatiques, est chargé de coordonner l'action des différents acteurs dans la lutte contre les violences basées sur le genre dans la région des Hauts-Bassins sous le leadership de la direction en charge de l'action humanitaire et du genre.

Il a pour objectif de coordonner et consolider les activités de toutes les parties prenantes pour améliorer la prévention, la réduction des risques et la réponse aux VBG en faveur des populations affectées par la crise.

Il travaillera également à lutter contre toutes les formes de violences basées sur le genre, à travers le renforcement des capacités des acteurs, y compris les acteurs étatiques, le planning des activités, la production des données et le plaidoyer.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) Burkina Faso, accompagne le gouvernement du Burkina Faso dans ses efforts de lutte contre les violences basées sur le genre. Selon le Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la coordination est très cruciale pour l'ensemble des acteurs humanitaires dont les interventions visent à sauver des vies humaines. « Nous saluons cette initiative du Ministère en charge de l'action humanitaire de mettre en place ce groupe de travail avec l'appui de l'UNFPA et de l'UNHCR, en charge de la protection », a déclaré Dr Sennen Hounton.

Pour le Représentant résident du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) au Burkina Faso, M. Maurice Azonnankpo, dont l'organisation assure le co-lead de ce groupe, le groupe de travail permettra de « renforcer les actions des acteurs sur le terrain et d'apporter l'assistance aux populations vulnérables ».

La Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, quant à elle, a remercié l'UNFPA et l'UNHCR pour l'accompagnement dans la luttre contre les violences basées sur le genre au Burkina Faso. Elle a également encouragé les membres de ce groupe à travailler en étroite collaboration avec les autres groupes qui existent déjà.

Le groupe de travail Genre est composé de 27 structures qui proviennent des services étatiques, des organisations de la société civile et des agences des Nations Unies au Burkina Faso.

Lancement du Groupe de travail sur les VBG à Bobo Dioulasso

Side event tenu le 22 septembre 2023 à New York

Organisation du Forum de haut niveau à New York : l'UNFPA au premier plan

Le Burkina Faso, à l'instar des nations du monde, a pris part à la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023. A cet effet, les autorités gouvernementales avaient décidé d'organiser, en marge du débat général, avec l'appui du Système des Nations Unies au Burkina Faso et des partenaires techniques et financiers, un évènement parallèle.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), fidèle à sa mission, s'est joint à cet élan de soutien du SNU-BF pour faciliter l'organisation d'un évènement parallèle, le vendredi 22 septembre 2023, pour la mobilisation de ressources nécessaires pour le financement du Plan d'action pour la stabilisation et le développement auquel est aligné le Plan d'action intérimaire des Nations Unies pour le développement durable 2023-2025.

Cette rencontre de haut niveau a réuni une centaine de personnes à New York. Elle a été organisée sous forme de session plénière, d'environ une heure et trente minutes, avec des déclarations de dirigeants.

Le but est de susciter un soutien pour une action collective des gouvernements, de la communauté internationale, du secteur privé et des organisations de la société civile afin d'accélérer l'atteinte des objectifs des agendas nationaux, régionaux et internationaux de développement, à travers un soutien multidimensionnel plus accru au Burkina Faso et aux pays de la sous-région.

Plusieurs personnalités du gouvernement du Burkina Faso, dont Mme Olivia Ragnaghnèwendé Rouamba, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, et Dr Aboubakar Nacanabo, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso y ont pris part.

Cette rencontre a aussi enregistré la participation de plusieurs personnalités de haut rang, des responsables des agences des Nations Unies et d'ONG internationales et des pays partenaires du Burkina Faso dont les États-Unis, les Emirats Arabes Unis, etc.

Rapport national volontaire du gouvernement à New York : la Contribution de l'UNFPA

L'UNFPA au sein du SNU-BF a apporté un appui technique et financier à la participation de la délégation burkinabè au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (ODD) à New York, du 10 au 19 juillet 2023.

Dans cette dynamique de partenariat du Système des Nations Unies avec le gouvernement, le bureau-pays de l'UNFPA a soutenu techniquement et financièrement la campagne de communication digitale de la Direction générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), actrice majeure du dispositif national de suivi des politiques nationales de développement, lors de la présentation du Rapport national volontaire (VNR) à New York.

Cette campagne, tenue en juillet 2023, a mis en exergue la participation du Burkina Faso au forum politique de haut niveau sur le développement durable, les grandes actions engagées par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des 17 ODD au Burkina Faso en vue d'assurer une plus grande visibilité de ces actions auprès de l'ensemble des acteurs, des bénéficiaires et des autres partenaires techniques et financiers.

Ce Rapport fournit une vue d'ensemble de la situation de mise en œuvre des ODD sur la période 2016-2022. Il vise à rendre compte des efforts engagés, des changements majeurs intervenus, des défis et enseignements tirés. Il identifie les actions menées par le pays en faveur des catégories sociales les plus défavorisées et les défis liés à leurs conditions de vie pour ne laisser personne de côté.

Lancement du projet "Droits fondamentaux, Paix et Égalité pour Tous"

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), avec l'appui de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), a lancé le projet "Droits fondamentaux, Paix et Égalité pour Tous". 545 500 personnes directement touchées, dont plus de 282 000 femmes.

Cérémonie de lancement du projet Droits fondamentaux, Paix et Égalité pour Tous

Le Représentant résident adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, et la Chargée de mission au Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Valian Tougma Antoinette, ont procédé le vendredi 18 août 2023, à Ouagadougou, au lancement officiel du projet « Droits fondamentaux, paix et égalité pour tous dans les régions du Sahel et du Nord au Burkina Faso », en présence de plusieurs officiels et des partenaires financiers et de mise en œuvre. Ce programme touche à terme plus de 545 500 personnes dont plus de 282 000 femmes.

S'étalant sur trois années (2023-2026), ce projet s'inscrit dans le Plan d'action intérimaire des Nations Unies pour le développement durable 2023-2025 (UNIDAP). Sa mission vise à transcender les clivages en favorisant l'égalité des sexes, en protégeant et en autonomisant les femmes et les jeunes, tout en consolidant la paix et la cohésion sociale dans les zones touchées par les conflits, notamment les régions du Sahel et du Nord du Burkina Faso.

Le Représentant résident adjoint de l'UNFPA au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, s'est exprimé avec enthousiasme : « Aujourd'hui, nous franchissons une étape décisive dans la concrétisation de ce projet. Des partenaires étatiques et non étatiques seront nos artisans du changement. Ce projet renforcera la résilience et l'autonomie des femmes et des jeunes, garantissant l'accès à la protection et aux droits de santé sexuelle et reproductive pour les personnes déplacées internes et les communautés touchées par les conflits ».

Dr Valian Tougma Antoinette, Cheffe de mission au Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, a souligné l'espoir suscité par ce projet : « nous accueillons avec une immense satisfaction le projet. J'appelle les responsables du projet à garantir la participation active de tous les acteurs concernés, car notre engagement envers l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) se doit d'être exemplaire ».

La République de Corée, par le biais de son Agence de développement et de coopération internationale, KOICA, a financé ce projet, à hauteur de 6,6 millions de dollars américains, soit près de 4 milliards de francs CFA, pour soutenir les femmes et les jeunes des régions du Sahel et du Nord du Burkina Faso.

A terme, ce projet touchera indirectement plus de 3 millions de personnes et contribuera à l'atteinte de trois résultats transformateurs : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non-satisfait en planification familiale et zéro violence basée sur le genre. Un avenir lumineux se dessine, porté par l'espoir et la détermination du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de ses partenaires.

Ils ont dit :

M. Alain Akpadji
Représentant résident UNFPA au Burkina Faso

Le partenariat avec KOICA permettra à l'UNFPA de poursuivre et de renforcer ses actions en faveur de la paix et du développement durable au Burkina Faso. Ce partenariat favorise le bien-être des populations du pays, en particulier des femmes et des jeunes, en vue de réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sécurisé et où le potentiel de chaque jeune est réalisé.

M. Dong Wan Woo
Directeur pays de KOICA en Côte d'Ivoire

Nous sommes heureux de soutenir le gouvernement du Burkina Faso grâce à ce projet et en collaboration avec l'UNFPA dans sa réponse à la crise humanitaire et aux problèmes d'atteintes aux droits fondamentaux, de paix, d'égalité et de sécurité auxquels les populations des régions du Nord et du Sahel sont malheureusement confrontées.

Mme Fatoumata Bako Traoré
Ministre déléguée chargée du Budget

C'est avec une grande satisfaction que nous accueillons ce projet, qui favorise l'inclusion et la cohésion sociale. Il nous donne, ainsi qu'à nos populations, un grand espoir et apportera sans aucun doute des réponses concrètes à leurs besoins et aspirations, en particulier ceux des femmes et des jeunes.

De nouveaux locaux de l'UNFPA pour améliorer les conditions de travail du staff

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso a déménagé dans ses nouveaux locaux, sis au quartier Koulouba, à Ouagadougou, depuis le 15 septembre 2023. Ce siège, un bâtiment de trois niveaux, offre de meilleures commodités et conditions de travail à tout le personnel du bureau pays.

Pour le Représentant résident, M. Alain Akpadji, l'aménagement du bureau de l'UNFPA dans ce nouveau bâtiment permet de renforcer la présence de notre Organisation dans un contexte de crise complexe et multidimensionnelle. « Ce nouveau siège répond aux normes en matière de sécurité et réunit les conditions optimales pour améliorer le travail du personnel tout en renforçant l'image de marque de l'UNFPA au Burkina Faso », a-t-il expliqué.

Le bureau pays de l'UNFPA a connu une croissance importante du nombre de travailleurs et ses anciens locaux offraient peu d'espaces et de commodités adéquates.

Suivi des activités dans la région de l'Est

Le Représentant résident adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, a effectué une visite terrain, les 16 et 17 novembre 2023, dans la région de l'Est afin d'évaluer l'état de la réponse humanitaire. Cette mission vise à assurer le suivi de la mise en œuvre des activités du 8eme Programme de coopération entre le gouvernement du Burkina Faso et l'UNFPA axé sur les interventions humanitaires.

A Fada N'Gourma, chef-lieu de région de l'Est, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, a rencontré plusieurs partenaires étatiques et de la société civile, impliqués dans la réponse humanitaire. Pour ces acteurs, la pertinence et l'impact des interventions de l'UNFPA en faveur des populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, ne sont plus à démontrées. « L'UNFPA est notre partenaire principal en matière de santé de la reproduction. A ce titre, nous avons bénéficié de plusieurs renforcements des capacités des agents de santé et aussi de dotation en matériels médico-techniques et en intrants », a déclaré le Directeur régional de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Mahamadi Yerbanga.

Dans cette région du Burkina Faso, la crise sécuritaire a fortement impacté le système de santé avec la fermeture de 41 formations sanitaires. A la date du 05 novembre 2023, 117 structures de santé fonctionnent à minima. Afin d'assurer la continuité des services de santé maternelle, l'UNFPA a accompagné le gouvernement dans la formation et l'équipement des accoucheuses villageoises. « Aujourd'hui ces accoucheuses villageoises nous aident beaucoup dans les zones inaccessibles.

En l'absence des agents de santé, du fait de l'insécurité qui règne dans cette partie du pays, ce sont des accoucheuses villageoises qui aident les femmes dans les maternités », explique Dr Moussa Sawadogo, Médecin-chef du district sanitaire de Bogandé, dans la province de la Gnagna.

A cela, s'ajoute l'appui à la prise en charge des cas de violences basées sur le genre. « Nous avons aussi bénéficié de l'appui de l'UNFPA à travers son partenaire MSI pour la prise en charge des cas de violences basées sur le genre. Actuellement des Capacity building team sont dans deux formations sanitaires, précisément à Fada N'Gourma et à Diabo, pour assurer les services de planification familiale et de prise en charge des cas de VBG », a ajouté la responsable de la santé de la reproduction à la direction régionale de l'Est.

Dans un avenir très proche, l'UNFPA va ouvrir un One Stop Center à Fada N'Gourma pour la prise en charge holistique des cas de VBG.

Sur le terrain, l'UNFPA s'appuie sur des organisations de la société civile pour l'implémentation de sa réponse humanitaire. C'est le cas des ONG Tin Tua et Marie Stopes International Burkina Faso. Elles reçoivent un renforcement de capacités et de compétences afin d'adresser la réponse. « Le partenariat avec l'UNFPA est fructueux et son impact est réel sur le terrain. Grâce à cela nous avons pu accompagner les communautés dans la lutte contre les violences basées sur le genre, notamment le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines, plus précisément l'excision », Dieyabidi Yonli de l'ONG Tin Tua.

Au cours de cette visite, le Représentant résident adjoint de l'UNFPA Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, a rencontré le Gouverneur de la région Colonel Hubert Yaméogo. L'autorité territoriale a reconnu l'action de l'UNFPA et a encouragé l'institution à œuvrer davantage, en collaboration avec les structures étatiques, pour la population.

Région de l'Est : Des clubs redonnent espoir à des jeunes filles touchées par la crise

En temps de crises, les violences contre les filles et les femmes constituent des risques au quotidien. Pour renforcer les compétences de vie des jeunes filles et les aider à faire face à cette situation, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso a mis en place des clubs de jeunes filles dans plusieurs régions humanitaires du pays.

« Les causeries éducatives que nous faisons au sein du club me donnent l'espoir d'une vie meilleure », assure Honorine. Agée de 16, elle a été obligée de fuir son village natal pour trouver refuge à Fada N'Gourma, capitale de la région de l'Est, au Burkina Faso.

Comme Honorine, une vingtaine de filles se réunissent régulièrement au sein du club pour échanger, discuter autour des sujets qui les préoccupent. « Nous abordons, entre autres, des thématiques comme les mutilations génitales féminines, le mariage d'enfants et précoce, l'hygiène menstruelle, l'éducation à la vie familiale », a déclaré Flora Koné, Coordinatrice des activités des clubs des filles pour l'ONG Tin Tua, partenaire de mise en œuvre de l'UNFPA Burkina Faso.

Pour les jeunes filles, ce club est un excellent cadre d'échanges et d'apprentissage. « Ici j'ai appris beaucoup de choses, notamment l'hygiène menstruelle, la planification familiale, le respect envers les parents, comment mieux gérer son adolescence, etc. », a déclaré Potani.

Les séances de causeries éducatives constituent aussi des moments de partage et de solidarité pour ces filles. « Le fait de venir, ici, discuter avec les autres filles me permet d'oublier un tant soit peu les difficultés que je vis et de me projeter vers un avenir meilleur », a témoigné Safiatou.

Ces clubs, établis par l'UNFPA avec le soutien de l'ambassade des Pays-Bas, dans le cadre du programme conjoint UNFPA-UNICEF contre le mariage d'enfants, visent à fournir un cadre solide pour le développement des jeunes filles. En plus de ces compétences de vie, ces filles souhaiteraient bénéficier du soutien pour la formation ou l'acquisition de kits d'installation pour celles qui sont déjà formées. « Je suis en fin de formation en tissage. Mais si je finis je n'ai aucune chance de pratiquer car je ne dispose pas de machine à tisser », a affirmé Essita.

Dans la région de l'Est, les interventions de l'UNFPA couvrent plusieurs aspects dont l'offre de services de prise en charge intégrée des violences basées sur le genre (VBG), les actions de prévention et de lutte contre les VBG, l'offre de soins et services de santé sexuelle et reproductive et la coordination du domaine de responsabilité VBG et du Groupe de travail Santé sexuelle et reproductive (SSR).

Groupe de filles venues participer à une causerie

Journée mondiale de l'aide humanitaire : acteurs humanitaires, déplacés internes et communautés hôtes communient au Burkina Faso

Principes humanitaires, critères de ciblage des bénéficiaires de l'aide humanitaire, protection contre les abus et exploitations sexuelles, ces sujets étaient au cœur des activités du bureau pays de l'UNFPA Burkina Faso dans le cadre de la Journée mondiale de l'aide humanitaire célébrée le 19 août 2023.

Du rythme et de l'ambiance ont marqué la Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) à Fada N'Gourma, dans la région de l'Est au Burkina Faso. Autorités locales, communautés hôtes, personnes déplacées internes (PDI) et acteurs humanitaires ont communié ce samedi 19 août 2023 sur l'espace publique de la ville, le temps d'une journée, pour célébrer la JMAH.

A l'instar de toutes les entités du Système des Nations Unies au Burkina, le bureau pays du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a marqué de son empreinte la célébration de cet évènement à travers des activités décentralisées à Fada N'Gourma, Dori et Ouahigouya. L'objectif est de sensibiliser et de promouvoir ses actions en faveur des populations vulnérables (personnes déplacées internes et communautés hôtes) victimes de conflits et souffrant dans leur chair.

La JMAH a servi de tribune pour les staffs de l'UNFPA déployés sur le terrain de montrer aux différentes parties prenantes leur engagement pour atteindre les trois résultats transformateurs au Burkina Faso à savoir : zéro décès maternel évitable ; zéro besoin non-satisfait en planification familiale; et zéro violence basée sur le genre.

Plusieurs actions ont ponctué cette Journée sous le thème « Quoiqu'il arrive ». A Fada N'Gourma, elle a été marquée par l'organisation d'une conférence publique à l'intention des étudiants, élèves et enseignants de la région. Trois thématiques ont, à cet effet, été débattues par les participants, portant sur les principes humanitaires, les critères de ciblage des bénéficiaires de l'aide humanitaire et la protection contre les abus et exploitations sexuelles. Le Directeur régional de l'Action humanitaire a saisi cette tribune pour sensibiliser les participants à « la nécessité de leur collaboration et participation effectives aux actions d'aide et d'assistance aux communautés afin d'éviter les frustrations et les doublons ».

Le lancement officiel a été suivi d'une visite des stands par les autorités locales. Cela leur a permis de mieux comprendre le mandat de chaque agence des Nations Unies dans la région et des organisations présentes.

Autres activités marquantes de la Journée, l'organisation de matches de football opposant d'abord, chez les femmes, actrices humanitaires aux PDI. Ces dernières ont remporté cette confrontation sportive à l'issue des séances fatidiques de tirs aux buts (3 à 0). Le second match a opposé, chez les hommes, l'équipe des PDI et communautés hôtes à celle des humanitaires, qui s'est soldé par un score de 4 buts à 3 en faveur de l'équipe des populations locales.

La Journée a été clôturée par une séance d'aérobic à l'intention des humanitaires pour leur permettre, selon le coach, de « se déstresser » et une action citoyenne, notamment le nettoyage de l'espace public qui a servi de lieu de lancement officiel de l'évènement.

Dans d'autres localités comme Dori, dans la région du Sahel, les humanitaires ont organisé, entre autres, des activités d'investissement humain et de reboisement.

A Ouahigouya, dans la région du Nord, en plus des stands d'exposition, les humanitaires ont organisé des jeux concours à l'intention des populations jeunes. Ces activités sociales ont permis aux participants les plus chanceux de repartir avec des gadgets, notamment, des tee-shirts, casquettes, tasses, clés USB, parapluies, cahiers et cartables.

Quoiqu'il arrive : Maria Goretthi Kantiono, agent humanitaire de l'UNFPA Burkina Faso

Déployée dans la région de l'Est du Burkina Faso depuis 2021 comme Spécialiste en Violences basées sur le genre (VBG), Maria Goretthi Kantiono est fière d'appartenir à une organisation qui se soucie du bien-être des populations en général et celui des femmes et des filles en particulier.

Je me nomme Maria Goretthi Kantiono. J'assure la coordination des interventions de l'UNFPA dans la région dont le lead du sous cluster VBG. Je suis très fière de représenter l'UNFPA et d'appartenir à la communauté humanitaire en contribuant à la réponse globale apportée au Burkina Faso, qui traverse une crise sécuritaire complexe.

En appui aux partenaires, notamment la Direction régionale de la santé, la Direction régionale de l'action humanitaire, l'hôpital régional, les six districts de la région, les ONG nationales et internationales, dans le cadre de la réponse humanitaire, l'UNFPA disponibilise des kits SR d'urgence, y compris la prise en charge médicale des cas de viols, et des kits de dignité. Ces interventions ont permis de toucher des milliers de femmes pour les urgences obstétricales, de femmes en âge de procréer bénéficiaires des kits de dignité et de femmes mises sous méthodes contraceptives.

Afin de faciliter le circuit de la prise en charge holistique des cas de VBG, un One Stop Center est en cours de construction pour le renforcement de la prévention, l'information des communautés, la prise en charge des cas et le renforcement des capacités des acteurs. Pour cela un personnel qualifié est engagé pour assurer la coordination en vue de faciliter la synergie d'action entre les organisations pour une assistance efficace et efficiente.

Les interventions de mon organisation UNFPA permettent aux bénéficiaires de reprendre leurs activités quotidiennes, après avoir vécu des évènements douloureux, en leur donnant la confiance et l'estime de soi.

Je suis animée par un sentiment de satisfaction d'appartenir à une organisation qui se soucie du bien-être des populations en général et celui des femmes et des filles en particulier. Les collègues du système des Nations Unies au Burkina et des partenaires de la région m'ont surnommée « maman VBG ». Un surnom que je porte avec fierté et qui montre mon engagement dans la lutte contre les violences basées sur le genre et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, particulièrement en contexte de crise. Malgré les moyens limités pour la prise en charge holistique des cas, les bénéficiaires ne se lassent de me féliciter dans la rue pour les efforts que nous menons dans la lutte pour la restauration de la dignité des femmes et des filles. C'est une satisfaction morale pour moi lorsque l'on sait que le travail que nous menons sur le terrain sauve des vies et apporte un sourire aux personnes vulnérables.

Santé de la reproduction : Renforcer la lutte afin d'accélérer l'élimination de la fistule obstétricale au Burkina Faso

Le Burkina Faso a célébré la Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale, en différé, le 06 octobre 2023, à Bobo-Dioulasso, dans la région des Hauts-Bassins. Une occasion pour le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso de réaffirmer son engagement aux côtés du gouvernement et des autres partenaires pour mettre fin à la fistule obstétricale.

Placée sous le thème « 20 ans après, des progrès, mais pas assez ! Agir maintenant pour mettre fin à la fistule d'ici 2030 ! », la cérémonie a été présidée par la Secrétaire générale, du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Estelle Dembélé Dabiré.

Dans son allocution, elle a rappelé que le Burkina Faso a souscrit à l'appel visant à l'élimination de la fistule obstétricale en étroite collaboration avec les institutions et les partenaires internationaux. « Depuis 20 ans, la communauté internationale essaie de prendre des dispositions pour améliorer les conditions d'accouchement et le temps de prise en charge et faire des interventions chirurgicales chez celles qui sont atteintes », a-t-elle déclaré.

Selon Dr Nadine Ghilat Paré Belem, Chargée de programme fistule au bureau-pays, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) considère la fistule obstétricale comme une grave violation des droits de la femme. « Elle laisse les femmes incontinentes, honteuses d'elles-mêmes et souvent isolées de leur communauté. Problème majeur de santé publique et de droits humains, la fistule obstétricale touche les filles et les femmes les plus vulnérables, souvent démunies, vivant dans les localités les plus enclavées et dont l'accès à des services de santé de la reproduction de qualité est difficile », a-t-elle déclaré.

La fistule obstétricale reste une preuve de l'inégalité d'accès aux services de santé de la reproduction avec d'énormes conséquences pour les femmes qui en sont victimes. « Ces femmes portent des séquelles qui les empêchent ainsi de vivre dignement. Elles ont des fuites d'urines ou de selles et cela nuit gravement à leur qualité de vie », a ajouté Dr Nadine Ghilat Paré Belem.

Dans le cadre de la célébration de cette journée, l'UNFPA Burkina Faso a accompagné le gouvernement à travers plusieurs activités. Il s'agit, entre autres, de la formation de l'équipe chirurgicale du Centre hospitalier universitaire Sourou Sanou (CHU SS) de Bobo Dioulasso pour la prise en charge des cas de fistule. Cette campagne de cure de fistule a permis d'opérer vingt-trois (23) femmes atteintes de fistules dans la région des Hauts-Bassins.

L'UNFPA a également renforcé les capacités opérationnelles du CHU SS de Bobo-Dioulasso, à travers la remise de matériel médico-technique pour la prise en charge des cas de fistule. D'une valeur de plus de 54 millions de francs CFA, ce matériel va contribuer à redonner de la vie et de la dignité aux femmes atteintes de fistule.

Santé de la reproduction : Des donateurs unissent leurs forces pour accélérer l'élimination de la fistule obstétricale au Burkina Faso

Sous le leadership du gouvernement, l'Ambassade du Royaume de Belgique au Burkina Faso, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a organisé, le 28 juillet 2023, une consultation nationale sur le dossier d'investissement de la Coalition des donateurs pour l'éradication de la fistule obstétricale au Burkina Faso

Les différents acteurs se sont engagés à renforcer leur action pour l'élimination de la fistule obstétricale

Le Burkina Faso reste confronté à divers défis en matière de lutte contre la fistule obstétricale. Il s'agit, entre autres, de l'insuffisance d'accès aux soins obstétricaux d'urgence de qualité, aggravée par la situation sécuritaire, l'insuffisance des ressources pour intensifier les actions contre la maladie, la persistance des pratiques traditionnelles néfastes comme le mariage d'enfant, les grossesses précoces et l'insuffisance d'accès à l'information et aux soins par les femmes victimes de fistule.

Cette consultation nationale vise à accélérer les progrès autour de la coalition, en vue d'accroitre la mobilisation de ressources pour l'éradication de la fistule à l'horizon 2030. Elle a réuni différents acteurs, notamment le gouvernement du Burkina Faso, représenté par le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Robert Lucien Jean-Claude Kargougou et la Ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, le leader de la Coalition des donateurs, représentée par l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burkina Faso, SEM Jean-Jacques Quairiat, l'UNFPA et les représentants des ambassades. Le secteur privé et les structures sanitaires partenaires de l'UNFPA dans la prise en charge des victimes de fistule obstétricale, ont également pris part à cette rencontre.

Lors de cette consultation, les différents partenaires techniques et financiers, réunis au sein de la coalition des donateurs, et les acteurs du secteur privé se sont engagés pour l'éradication de cette maladie. Chaque donateur s'engage ainsi à poursuivre ses actions ou à intégrer de nouvelles actions dans les projets à venir.

Cela en vue de contribuer à la mise en œuvre des axes d'intervention stratégique identifiés (prévention, prétraitement, traitement et réinsertion socio-économique).

Le Chef de file de la coalition des donateurs, l'Ambassadeur de la Belgique au Burkina Faso, SEM. Jean-Jacques Quairiat

Pour le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Robert Lucien Jean-Claude Kargougou, les efforts fournis conjointement pour l'éradication de la fistule devront être intégrés et soutenus par des politiques sectorielles. En réponse à ces résolutions mondiales et régionales, le Burkina Faso souscrit entièrement à l'appel à l'action afin d'intensifier les efforts visant à éliminer la fistule obstétricale en Afrique de l'Ouest d'ici 2030. « L'insuffisance des ressources financières pour lutter contre la fistule obstétricale est un défi qu'il faut vite relever. C'est pourquoi nous appelons fortement à la mobilisation de toutes les sensibilités pour le soutien technique et financier », a-t-il déclaré.

Le Ministre de la Santé a réitéré l'engagement du gouvernement dans l'éradication de la fistule obstétricale, à travers l'allocation de 7 milliards de FCFA, par le budget de l'Etat, dans le cadre de la gratuité des soins aux femmes et aux enfants de 2023 à 2030.

Selon le Représentant résident de l'UNFPA Burkina Faso, M. Alain Akpadji, cette consultation est une occasion stratégique de réunir les différents partenaires engagés dans la lutte contre la fistule obstétricale. « Elle sera aussi une opportunité unique pour nous d'avoir des échanges sur le dossier d'investissement. Cela, afin de renforcer les efforts de mobilisation des ressources et de coordination des actions visant à éliminer la fistule obstétricale », a-t-il ajouté.

Encadré 1

Selon des données de 2019, l'incidence de la fistule obstétricale au Burkina Faso est estimée à 901 cas et la prévalence à 16 080 cas. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé puisque les femmes porteuses de fistule obstétricale vivent le plus souvent cachées et en marge de la société et de leur communauté du fait du caractère avilissant de la maladie.

L'aggravation de la situation sécuritaire, avec la fermeture de plusieurs centres de santé, affecte profondément l'accès des populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles, aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence. C'est pourquoi les donateurs ont décidé d'unir leurs forces, aux côtés du gouvernement du Burkina Faso, afin d'éliminer cette maladie.

La lutte pour l'éradication de la fistule obstétricale au Burkina Faso, est bâtie sur quatre axes : le renforcement de la prévention des fistules et de l'identification des cas au niveau communautaire ; le renforcement de l'offre de service de qualité en matière de prise en charge chirurgicale, psychosociale et communautaire des femmes victimes ; le renforcement de la lutte contre la stigmatisation et la promotion de l'insertion socioéconomique des femmes victimes de fistule obstétricale ; et le renforcement de la coordination, la gestion et la capitalisation des acquis du programme.

Encadré 2

Depuis 2003, le Burkina Faso est engagé dans la campagne mondiale conduite par l'UNFPA et ses partenaires pour l'élimination de la fistule. C'est dans cette dynamique que l'UNFPA a entrepris en 2013, à travers la Direction de la Santé de la famille, de signer des conventions avec les hôpitaux confessionnels dont l'hôpital protestant Schiphra, pour la prise en charge chirurgicale des fistules obstétricales.

En 2021, l'UNFPA a mis en place au sein de cet hôpital un centre de réinsertion socioéconomique à travers un dispositif d'accueil et de réinsertion des femmes avec l'installation d'infrastructures préfabriquées. Ce dispositif comporte un espace pour la formation en activités génératrices de revenus.

A ce jour, 74 femmes guéries y ont été formées et plusieurs d'entre elles sont installées dans leur communauté et mènent des activités génératrices de revenus.

Le Représentant résidant de l'UNFPA et le Ministre de la Santé et de l'Hygyène publique en viste au centre de réinsertion de Schiphra

Alimata retrouve sa dignité avec l'appui de l'UNPFA Burkina Faso

La fistule obstétricale est une lésion liée à l'accouchement. Elle laisse les femmes incontinentes, honteuses d'elles-mêmes et souvent isolées de leur communauté. Mais cette maladie peut bel et bien être traitée et il est possible d'en guérir. C'est le cas d'Alimata qui a souffert de la maladie pendant plus de deux ans.

Elle s'appelle Alimata. Elle est âgée de 30 ans, mariée et mère d'un enfant. Sa vie a basculé lorsqu'elle a contracté la fistule obstétricale suite à un accouchement. « Je souffrais de fuites urinaires. Je ne pouvais plus retenir mes urines et cela était désagréable comme vous pouvez l'imaginer. Il fallait que je me lave et que je change de tenue plusieurs fois dans la journée pour ne pas sentir mauvais », explique-t-elle.

La maladie a commencé alors qu'elle vivait avec son mari dans un pays voisin. Comme les deux n'arrivaient pas à trouver une solution, le mari l'a ramené au Burkina Faso auprès de ses parents. « Depuis qu'il m'a ramenée ici chez mes parents, mon mari n'est pas venu me voir. Il ne demande pas de mes nouvelles et il a amené notre enfant chez ses parents. Il m'a abandonnée », ajoute Alimata.

C'est dans ce moment de rejet et d'isolement qu'elle a reçu une bonne nouvelle : la maladie dont elle souffre peut être soignée et elle peut retrouver sa dignité. C'est une survivante de fistule qui lui a donné cette information.

Elle s'est donc rapprochée des services de santé des Hauts-Bassins. A la faveur de la campagne de cure de la fistule obstétricale, organisée dans la région des Hauts-Bassins, avec l'appui de l'UNFPA Burkina Faso, elle a bénéficié de soins adéquats. « Aujourd'hui, je me sens très bien. Je n'ai plus de problèmes de fuites urinaires. L'opération s'est bien passée et je suis fière de retrouver ma dignité », a-t-elle témoigné.

Elle envisage maintenant son avenir avec plus de sérénité et d'espérance. Elle voudrait désormais se lancer dans des activités génératrices de revenus telles que le commerce de pagnes. Cela afin de pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant.

L'UNFPA aux côtés des forces armées burkinabé pour lutter contre les cancers du sein et du col de l'utérus

Dans le cadre de la célébration du 63e anniversaire des Forces armées nationales, le Service de santé des armées a organisé une campagne de dépistage gratuit des cancers du sein et du col de l'utérus. Avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso, cette campagne a permis de toucher plus de 1 000 femmes et jeunes filles en une semaine.

Du 27 au 31 octobre 2023, le Service de santé des armées a mené une série d'activités contre le cancer du sein et celui du col de l'utérus. Il s'agit, entre autres, de dépistage gratuit et de causeries éducatives sur le cancer du col de l'utérus et le cancer du sein. Cette campagne a visé les femmes des forces de défense et de sécurité et aussi toutes les femmes et jeunes filles intéressées.

Salimata en est bénéficiaire. Elle félicite l'Armée pour cette belle initiative qui lui a permis de se faire dépister. « C'est une amie qui m'a donné l'information et je suis là ce matin pour faire le test. Détecté à temps, le cancer peut être traité. J'invite toutes les autres femmes à profiter cette campagne pour se faire dépister», a-t-elle déclaré.

Le Chef d'Etat-major général des armées, Colonel-major Célestin Simporé, a soutenu l'activité et encouragé les femmes à faire le dépistage. « C'est un évènement très important pour nous, car, en plus de la protection et de la défense du territoire national, nous rendons service à une importante partie de la société, notamment les femmes et les jeunes filles. Je remercie l'UNFPA Burkina Faso pour son appui et j'encourage les femmes à saisir cette opportunité pour se faire dépister. Le cancer du sein et celui de l'utérus sont des problèmes de santé publique qu'il convient de diagnostiquer à temps de sorte à pouvoir y remédier. Je profite de l'occasion pour lancer appel à celles qui n'avaient pas encore l'information que le dépistage est gratuit et le camp est aussi accessible aux femmes qui souhaitent venir se faire dépister », a-t-il lancé.

La collaboration entre le Fonds des Nations Unies pour la population et les Forces armées burkinabè datent de plusieurs années. Pour rappel, en juin 2023, l'UNFPA avait doté le Service de santé des armées, de matériels médico-techniques, d'une valeur de plus de 21 millions de francs CFA. Cela a permis de renforcer les capacités de la Direction centrale du Service de santé des armées pour la prise en charge des familles des Forces de défense et de sécurité (FDS) et des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) ainsi que des personnes déplacées internes.

L'UNFPA offre du matériel de dépistage des lésions précancéreuses à l'Association burkinabé des Sage-femmes et maïeuticiens

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso a remis, le mardi 28 novembre 2023, du matériel de dépistage des lésions précancéreuses à l'Association burkinabè des sage-femmes et maïeuticiens (ABSFM). D'une valeur de plus de 10 millions de francs CFA, cet appui vise à renforcer les capacités des sage-femmes. Le matériel est destiné aux régions humanitaires du Burkina Faso.

« Ce matériel nous permettra d'agir sur la prévention et le dépistage précoce. Il va beaucoup contribuer à la réalisation de notre vision commune d'une santé reproductive globale et équitable », a déclaré Blanche Zoungrana, Présidente de l'ABSFM.

Selon le Représentant résident adjoint de l'UNFPA, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, ce don va contribuer fortement à la lutte contre le cancer dans ces différentes régions ciblées.

« Ces intrants permettront de renforcer la contribution de votre organisation, à travers l'offre intégrée de prévention des lésions précancéreuses, en tant que partenaire du ministère de la Santé, dans la mise en œuvre des mesures politiques dont la gratuité du dépistage et du traitement des lésions précancéreuses », a-t-il déclaré.

Cette initiative renforce également le partenariat de l'UNFPA Burkina Faso avec les professionnels de la santé tout en contribuant à l'atteinte des trois résultats transformateurs que : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale et zéro violence basée sur le genre.

Journée mondiale de la population : l'UNFPA et le gouvernement du Burkina Faso unissent leurs forces pour promouvoir l'égalité des genres

Le Burkina Faso a célébré, en différé, le jeudi 24 août 2023, la Journée mondiale de la population. La cérémonie a été co-présidée par le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective, Dr Aboubakar Nacanabo, et le Représentant résident adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue.

Pour l'édition de 2023, le thème est « libération du pouvoir de l'égalité des genres : faire entendre les voix des femmes et des filles pour ouvrir les possibilités infinies de notre monde ». Cette thématique suscite réflexion, car malgré les multiples efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires, les femmes continuent de subir au quotidien des formes multiples de violences.

Selon Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective, le gouvernement du Burkina Faso a fait de la promotion de l'égalité des genres une priorité stratégique du développement économique et social, en renforçant le cadre législatif, institutionnel et programmatique. « La promotion de l'égalité du genre n'est pas seulement une question de justice, c'est aussi une nécessité pour bâtir une société forte, prospère et harmonieuse.

Ensemble, travaillons pour construire un Burkina Faso où chaque individu, indifféremment de son sexe et de son statut social et économique, puisse réaliser son plein potentiel et contribuer pleinement au développement de notre pays », a réaffirmé Dr Aboubakar Nacanabo.

Dans son discours, le Représentant résident adjoint de l'UNFPA au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, a réitéré la disponibilité de l'UNFPA à soutenir les interventions qui entrent en droite ligne de la pleine réalisation des trois résultats transformateurs que sont : zéro décès maternel évitable, zéro besoin en planification familial non satisfait et zéro violence à l'égard des femmes et filles, y compris des mutilations génitales féminines (MGF) et le mariage d'enfants.

« C'est le lieu ici de saluer à sa juste valeur l'adoption de la gratuité de la planification familiale au Burkina, la gratuité des soins pour la femme enceinte et l'enfant de moins de 5 ans et le maintien en milieu scolaire de tout enfant burkinabè jusqu'à l'âge de 16 ans », a-t-il déclaré.

La cérémonie a aussi été réhaussée par la présence de deux autres membres du gouvernement, en l'occurrence Mme Fatoumata Bako Traoré, Ministre délégué chargé du budget, et Mme Aminata Zerbo Sabane, Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques.

La Journée mondiale de la population a été célébrée le 24 août 2023 au Burkina Faso

La 12e Semaine nationale de la planification familiale : Accélérer les progrès pour un développement durable

La 12ème édition s'est tenue du 06 au 12 novembre 2023 au Burkina Faso, sous le thème inspirant "Plus de 10 ans de progrès pour la planification familiale : l'urgence d'accélérer pour atteindre les Objectifs de développement durable avec les communautés." Soutenue par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), cet évènement est une occasion d'intensifier les actions en faveur de la planification familiale.

Le 6 novembre 2023 a marqué le lancement officiel de la 12e édition de la Semaine nationale de la Planification familiale (SNPF) au Burkina Faso. L'événement a été lancé à Kombissiri, province du Bazèga, dans la région du Centre-Sud du Burkina Faso.

Les différents acteurs ont souligné l'importance de redoubler les efforts pour répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale, touchant environ 16% des femmes en âge de procréer, un défi significatif qui requiert une attention soutenue.

Le Représentant adjoint de l'UNFPA Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue, a mis en exergue l'importance de recentrer les initiatives afin de surmonter les obstacles actuels. Il a souligné que « la planification familiale joue un rôle vital dans la réalisation des Objectifs de développement durable, et que l'attention portée à cette question est cruciale pour progresser vers un avenir plus durable. »

Dans son discours, le Gouverneur de la région du Centre-Sud, Mme Massadalo Yvette Nacoulma Sanou, a mis l'accent sur le rôle essentiel de la planification familiale, en particulier dans le contexte des défis liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable et aux enjeux sécuritaires du pays.

La Semaine nationale de la planification familiale est une opportunité d'intensifier différentes actions en faveur de la planification familiale. Il s'agit, entre autres, des actions de sensibilisation à travers le théâtre-forum, des causeries éducatives, des conférences publiques. C'est aussi l'occasion de faire du plaidoyer à l'endroit des responsables coutumiers et religieux en vue de faciliter l'accès des méthodes de contraception modernes aux personnes qui le désirent, fournir des prestations gratuites de soins et services de planification familiale ainsi que des séances de dépistages du VIH/SIDA et des lésions précancéreuses du col de l'utérus.

Les activités comprennent des prestations gratuites de soins et services liés à la planification familiale. Ces initiatives visent à toucher un large public et à adresser les besoins spécifiques des femmes en âge de procréer.

L'UNFPA profite de cette période pour favoriser un dialogue dynamique et constructif, évaluer les progrès avec objectivité, et encourager tous les acteurs impliqués à persévérer dans leurs efforts en faveur de la santé reproductive et du bien-être des communautés.

Sur le terrain, l'UNFPA, a effectué également des missions conjointes de supervision avec la Direction de la Santé de la Famille et les directions régionales de la Santé (DRS), dans différentes structures de santé qui mettent en œuvre des activités variées. Des rencontres préparatoires ont été organisées, ainsi que des activités de plaidoyer et de sensibilisation (animation stands et des causeries).

Selon le chef du Centre de santé et de promotion sociale du secteur 25, la contribution de ces agents est essentielle pour l'atteinte de la cible que s'est fixée la formation sanitaire.

« Nous avons demandé à chaque ASBC de recruter au moins deux femmes. Ce qui nous permettra d'atteindre voire dépasser le nombre d'utilisatrices que nous nous sommes fixés », déclare M. Bado, Major du CSPS.

Pour une meilleure évaluation de la contribution des agents de santé à base communautaire dans la mobilisation des utilisatrices, des fiches de référencement sont conçues. Ces fiches permettent d'apprécier le nombre de femmes touchées par chaque agent ainsi que le nombre de femmes ayant choisi une méthode de planification grâce à son référencement.

Certains responsables de formations sanitaires ont trouvé des alternatives pour stimuler la participation des ASBC afin d'accroître davantage leur contribution au recrutement de nouvelles utilisatrices de méthodes de planification familiale.

La planification familiale, le choix du couple Ouédraogo pour son épanouissement

Elle s'appelle Abibou, âgée de 35 et mère de trois enfants. A l'occasion de la Semaine nationale de la planification famille, accompagnée de son mari, elle s'est rendue dans une formation sanitaire afin de bénéficier d'une méthode de contraception moderne adaptée. « Nous avons échangé avec la sage-femme qui nous a présenté plusieurs méthodes modernes de contraception. Après concertation avec mon mari, nous avons opté pour le Dispositif intra-utérin qui est une méthode de longue durée », a-t-elle affirmé. Pour elle, le Dispositif intra-utérin (DIU) présente un certain nombre d'avantages comme la simplicité, le confort, l'efficacité et une longue durée d'utilisation.

La planification familiale présente un avantage pour Abibou. « Avec la planification familiale, je peux facilement espacer la naissance des enfants. Cela me donne le temps de m'occuper d'eux, de prendre soin de moi-même et de mener des activités génératrices de revenus », explique -t-elle.

Pour son époux, Hamidou, les avantages de la planification familiale vont au-delà de la femme, c'est toute la famille qui en profite. C'est pourquoi il a accepté, après avoir surmonté ses doutes sur les méthodes de planification familiale, ceci, grâce aux explications de la sage-femme. « Je ne savais pas si après nous pouvions avoir un enfant quand nous le voulons. Mais la sage-femme nous a rassurés et nous avons donc opté pour une des méthodes proposées. Quand la femme est épanouie, toute la famille en bénéficie », a-t-il soutenu.

Lutte contre le mariage d'enfants au Burkina Faso : les acteurs évaluent les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la stratégie nationale

La 1ère session de la plateforme multisectorielle de prévention et d'élimination du mariage d'enfants s'est tenue, le jeudi 24 août 2023, à Ouagadougou. La cérémonie a été présidée par la Ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, en présence du Représentant résident adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Burkina Faso, M. Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue.

Les acteurs et les partenaires intervenants sur les meilleures pratiques dans le domaine de la promotion de l'abandon du mariage d'enfants se sont réunis pour évaluer les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la stratégie et définir les perspectives.

Dans son intervention, la ministre en charge de la Famille, Mme Nandy Somé Diallo, a invité les acteurs à poursuivre et à intensifier les actions en vue d'une effectivité des droits des femmes et jeunes filles.

C'était aussi l'occasion pour le gouvernement de distinguer la nouvelle Championne nationale de lutte contre le mariage d'enfants.

Le trophée de cette année a été remportée par Mme Yerbanga Ouédraogo Eulalie, une femme leader reconnue pour son engagement dans la lutte contre le mariage d'enfants au Burkina Faso.

Cette ancienne parlementaire, par ailleurs, fonctionnaire à la retraite, a saisi cette opportunité pour lancer un cri du cœur aux gouvernants. « Il faut urgemment accélérer l'adoption du Code des personnes et de la famille, pour nous offrir un instrument juridique de combat contre le phénomène qui fixe l'âge légal du mariage à 18 ans aussi bien pour les filles que pour les garçons au lieu de l'actuel qui autorise la fille de se marier à 17 ans et les garçons à 20 ans », a-t-elle déclaré, sous une pluie d'applaudissements.

Dans la même lancée, la Championne a fait un plaidoyer pour la scolarisation et le maintien des filles à l'école « jusqu'à ce qu'elle termine leur cursus scolaire. »

Cette initiative est soutenue par l'UNFPA Burkina Faso, qui est un partenaire stratégique du gouvernement dans la lutte contre le mariage d'enfants. Pour la mise en œuvre de la 2e phase de ce programme global (2020-2023), l'UNFPA s'est engagé à poursuivre son partenariat avec le gouvernement et les autres acteurs de la société civile.

Pour rappel, cette plateforme a été mise en place au Burkina Faso dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et d'élimination du mariage d'enfants. Elle est chargée de définir les grandes orientations en matière de promotion de l'abandon du mariage d'enfants au Burkina Faso et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'opérationnalisation de ladite stratégie.

Mutilations génitales féminines : Maintenir la lutte, y compris au sein des populations

Le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire et humanitaire depuis plusieurs années. Cette crise peut être un facteur augmentant les cas de violences basées sur le genre comme les mutilations génitales féminines (MGF). C'est pourquoi l'UNFPA et ses partenaires, en étroite collaboration avec les structures gouvernementales, redoublent d'efforts dans la sensibilisation et la prévention.

Wendou, un quartier situé dans la commune de Dori, région du Sahel, abrite un grand site de déplacés internes. C'est là que IEDA Relief, partenaire de l'UNFPA Burkina Faso, dans le cadre du projet « Offre de service de santé de la reproduction, de la planification familiale et de la VBG en situation humanitaire financé par UNFPA Burkina Faso », a choisi d'intégrer les interventions du programme conjoint UNFPA/UNICEF pour l'accélération de l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF) en intensifiant la sensibilisation auprès des personnes déplacées internes.

A travers différentes activités comme les discussions de groupe, les animateurs échangent avec les personnes déplacées internes (PDI) sur les mutilations génitales féminines. Les échanges visent essentiellement à décourager la pratique auprès des déplacés internes de Wendou en déconstruisant les « raisons » avancées par ses défenseurs.

Au total, ce sont plus de 300 personnes déplacées internes de Wendou, dans le district sanitaire de Dori, qui ont été touchées par cette campagne de sensibilisation, à travers des dialogues communautaires.

L'excision est une violation des droits humains. Elle engendre des conséquences graves dans la vie de la jeune fille et de la femme. Aussi, nuit-elle à la santé des filles et des femmes, à leur bien-être, à leur participation à la vie sociale et à leur rendement économique.

Les mutilations génitales féminines infligent ainsi des coûts physiques et psychologiques privant les femmes de leur liberté et causent des décès. De plus, la peur provoquée par cette pratique rend les échanges difficiles, limite les choix concernant la santé reproductive et l'autonomie sexuelle ainsi que les perspectives dans la vie des femmes et des filles.

L'intégration des interventions du programme conjoint UNFPA/UNICEF pour l'accélération de l'élimination des MGF à travers le projet « Offre de service de santé de la reproduction, de la planification familiale et de la VBG en situation humanitaire » dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord et du Centre-Est, vise à mettre en œuvre l'approche Nexus.

Cela en vue de répondre aux défis liés à la promotion de l'élimination des MGF dans un contexte sécuritaire et humanitaire difficile et aussi de maintenir les acquis.

Sur l'ensemble de quatre régions humanitaires, ce sont au total 1 200 personnes déplacées internes qui ont été touchées à travers 156 discussions et 85 focus group.

D'énormes efforts ont été engagés par le gouvernement et ses partenaires comme UNFPA pour éliminer la pratique de l'excision au Burkina Faso. Cela a permis d'engranger des acquis considérables. Selon l'Enquête démographique et de santé de 2010 (EDS-IV) et l'Enquête multisectorielle continue (EMC) de 2015, la prévalence de l'excision est passé de 75,8% à 67,6% pour les femmes de 15 à 49 ans et de 13,3% à 11,3% pour la tranche d'âge des filles de 0 à 14 ans. Cette tendance à la baisse est confirmée par l'Enquête démographique et de santé de 2021 (EDS-V) publiée en 2023 qui donne une prévalence de 56% en 2021 pour les femmes de 15 à 49 ans et 9% pour la tranche d'âge des filles de 0 à 14 ans. La pratique reste traditionnelle puisque 92% des femmes de 15-49 ans et 97% des filles de 0-14 ont été excisées par une exciseuse traditionnelle.

16 Jours d'activisme : l'UNFPA et la FAO sensibilisent des étudiants sur les violences à l'égard des femmes et des filles

Dans le cadre des 16 jours d'activisme, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont organisé une conférence avec des étudiants de l'Université Aube Nouvelle, le samedi 16 décembre 2023, à Ouagadougou.

La rencontre vise à sensibiliser les jeunes et adolescent-e-s sur les violences basées sur le genre et à faire d'eux des acteurs du changement en faveur des droits des femmes et des filles.

Pour cela, l'UNFPA et la FAO ont fait des présentations sur les objectifs de la lutte contre les violences basées sur le genre. Les intervenants ont souligné l'importance de l'éducation et de la sensibilisation pour apporter des changements positifs.

En plus de la conférence, les étudiant-e-s ont eu droit à la projection d'un film sur les violences basées sur le genre. Intitulé « âme déchirée de Kandy », ce film de Sékou Ouédraogo, produit avec l'appui de l'UNFPA, aborde le sujet de la violence sexuelle, en racontant l'histoire d'une jeune fille violée par les amis de son frère en rentrant tard de l'école. La projection a suscité des émotions profondes et servi de catalyseur pour des conversations significatives après la séance.

Les étudiants ont eu l'opportunité de poser des questions aux experts présents, créant ainsi un dialogue constructif entre les générations. La conférence a également encouragé les participants à réfléchir à leurs rôles en tant qu'agents de changement dans leurs communautés respectives.

Cet événement a véritablement incarné l'esprit des 16 jours d'activisme, visant à sensibiliser et mobiliser l'opinion publique pour mettre fin à la violence basée sur le genre.

Cette conférence et la projection du film ont été des étapes significatives dans la promotion de la conscientisation et de l'éducation autour des questions liées à la santé reproductive et aux droits des femmes.

Les étudiant-e-s se sont engagé-e-s à être des acteurs de lutte contre les violences basées sur le genre

Rose Sandrine Bassolé : la jeune activiste qui raproche les jeunes des centres de santé de Réo.

Financé par le gouvernement du Japon et exécuté par l'UNFPA, le projet a atteint 338 695 adolescent-e-s et jeunes par les services de santé sexuelle et reproductive dans les régions du Centre et du Centre-ouest. Il a été mis en œuvre entre 2020 et 2023 par deux partenaires d'exécution que sont la Fondation KIMI et l'Association burkinabè pour le bien-être familial (ABBEF) avec l'appui de l'Organisation japonaise de coopération internationale en matière de planification de la famille (JOICFP).

Rose Sandrine Bassolé, est une jeune activiste. Avec le projet "Renforcement des capacités des adolescent-e-s et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso", elle est comme une intermédiaire entre les jeunes et les centres de santé de Réo, sa ville.

Rosa Sandrine Bassolé sillonne régulièrement les rues de sa commune pour sensibiliser sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et prévenir sur les risques des maladies sexuellement transmissibles (MST).

Ce matin du 8 juin 2023, elle reçoit la visite de Sami, une de ses amies ayant suivi ses séances de sensibilisation. Cette dernière souhaite avoir plus d'informations avec l'activiste sur les MST. Sandrine décide alors de l'accompagner au Centre de santé et de protection sociale (CSPS) du secteur 5 de la commune de Réo afin qu'elle échange directement avec un infirmier. « J'ai décidé de l'accompagner au CSPS parce que les infirmiers sont mieux placés que moi pour l'aider à avoir des informations justes sur sa santé sexuelle et reproductive», explique Sandrine.

Satisfecit de la part de Sani, pour qui avoir Sandrine comme amie est une chance. « Heureusement, j'ai eu la chance d'avoir une amie qui est jeune activiste. Je n'ai pas eu honte pour lui exposer mon problème sur les MST. Vous savez que ce n'est pas à toute personne qu'on peut exposer ce genre de problème », a-t-elle avoué.

Pour Frédéric Aimé Tiendrébéogo, infirmier d'Etat à Réo, la mise en œuvre du projet « Renforcement des capacités des adolescent-e-s et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso » a eu un effet positif sur la fréquentation des centres de santé par les jeunes. Ayant également bénéficié de renforcement de capacités, l'infirmier affirme être plus apte à la prise en charge des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive : « Par peur d'être jugés par certains de leurs parents qu'ils pourraient croiser au CSPS, certains jeunes ne viennent pas à des heures de grande affluence. Avec la formation dont nous avons bénéficié, quelle que soit l'heure à laquelle ils viennent nous voir, nous nous adaptons pour les prendre en charge en priorité. »

Sandrine Bassolé, jeune activiste

Sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive : l'action des chefs coutumiers est déterminante

Le Baas-Neere Naaba de Sig-Nonghin, arrondissement 9 de Ouagadougou, a fortement aidé les adultes supporters dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso. »

François Xavier Santobega est adulte supporteur dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso ». Pendant les trois années de mise en œuvre du projet (2020-2023), il a, avec d'autres collègues, sillonné les artères du quartier Sig-noghin, dans l'arrondissement 9 de Ouagadougou, avec pour objectif de sensibiliser sur divers thèmes en lien avec la santé sexuelle et reproductive.

Leurs actions n'auraient pas été aisées s'ils n'avaient pas reçu l'accompagnement des responsables coutumiers du quartier. C'est le sens de leur visite ce matin du 02 juin 2023 dans la cour de Baas-Neere Naaba. « A chaque fois que nous avons eu besoin de lui, il a été très ouvert et accueillant, capable d'aménager son programme surtout quand il s'agit des problèmes de santé sexuelle et reproductive. Il est tout le temps disponible pour nous », affirme M. Santobega.

Bénéficier de l'accompagnement des chefs coutumiers permet aux acteurs de la mise en œuvre du projet d'avoir un « laisser-passer » dans les quartiers et villages et de créer ainsi un environnement favorable pour l'atteinte des objectifs. Mais pour le Baas-Neere Naaba, c'est aussi leur contribution à la sensibilisation des plus jeunes en tant que responsables coutumiers. « Lorsque les enfants sont laissés à eux-mêmes, ils sont exposés à plusieurs maladies dont ils ignorent les causes. Il est donc important de les sensibiliser car cela est bénéfique pour leur bien-être », a-t-il renchérit.

Foussénatou, la dynamique paire éducatrice

Foussénatou est élève en classe de terminale à Sabou dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso. Malgré la préparation de son examen du baccalauréat, elle trouve du temps afin de discuter avec d'autres jeunes, comme elle, sur la santé sexuelle et reproductive. Elle est paire éducatrice dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso » mis en œuvre par l'UNFPA Burkina Faso avec l'appui financier du Japon

Foussénatou, en pleine séance de sensibilisation à Sabou

« En tant que jeune fille, ce n'est pas du tout facile mais avec les formations que j'ai reçues, j'arrive à mieux m'exprimer avec mes camarades. Garçons comme filles, il n'y a pas de tabou, je suis à l'aise sur le thème de la sexualité. »

Foussénatou avoue que dans le mois elle réalise 3 ou 4 séances de sensibilisation dans les écoles et grins de thé de sa ville. Une façon, selon elle, de contribuer à éveiller les consciences des jeunes sur les risques des maladies sexuellement transmissibles (MST) dans cette ville carrefour qu'est Sabou.

Son action est très appréciée par les occupants du grin de thé. « Il est important pour nous jeunes d'être très tôt sensibilisés sur ces questions parce qu'on n'a pas souvent l'occasion d'en parler à la maison. Pour nos parents, ces thèmes sont tabous. Donc ces sensibilisations sont des occasions d'apprentissage pour nous », affirme Kader Koubane.

Noufou Sow : Un adulte engagé pour la santé sexuelle des adolescent-e-s et des jeunes

Noufou Sow, sensibilise des adolescent-e-s, des jeunes et même des adultes sur les thématiques liées à la santé sexuelle et reproductive dans son quartier, le secteur 53 de la ville de Ouagadougou. Il est appelé « adulte supporteur » dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des adolescent-e-s et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso ».

Au secteur 53 de la ville de Ouagadougou, c'est un visage qui ne passe pas inaperçu. Sexagénaire avancé, Noufou Sow a pourtant gardé l'énergie de ses 18 ans. L'engagement social auprès de sa communauté, c'est son crédo.

Dans l'après-midi du jeudi 29 mai 2023, dans un « grin de thé » animé par une vingtaine de jeunes, Noufou Sow, accompagné de son binôme, brandit une boîte à images et questionne les jeunes sur ce qu'ils voient. L'image montre une élève enceinte, isolée et moquée par ses camarades de classe. C'est par cette image choc, qu'il lance le débat sur l'usage des méthodes contraceptives par les jeunes et l'intérêt pour les parents d'évoquer très tôt, ces questions avec leurs enfants.

Djamila Sawadogo, 16 ans, a la chance d'être de passage dans le « grin » ce jour. Elle a saisi cette opportunité pour avoir des informations de qualité sur sa santé sexuelle et reproductive. Elle repart mieux sensibilisée. « J'ai appris comment éviter les grossesses non désirées. Le fait que la sensibilisation ait été faite par Tonton Sow, c'était bien. C'est une personne âgée, il connaît mieux que nous, donc nous l'écoutons », affirme-t-elle.

Plus tôt, dans la matinée, c'était l'école EZACA qui avait reçu l'équipe de M. Sow. Devant une assemblée de soixante élèves en classe de CM2, l'adulte supporteur a sensibilisé sur les menstrues. Pour Mme Léa Itinéa, Directrice de l'école, la présence de M. Sow devant un public aussi âgé que ses petits-enfants, est chose extraordinaire et a un impact positif. « Son action fait voir à ceux qui pensaient que parler de sexualité à leurs enfants est tabou, qu'on peut en parler non seulement à ses enfants, mais aussi autour de soi parce que l'enfant appartient à toute la société », avoue la directrice.

Pour Nouffou Sow, il est plus que jamais nécessaire de parler de la sexualité aux adolescent-e-s et jeunes. « Aujourd'hui, en tant que parents, nous devons parler avec nos enfants parce que si nous ne le faisons pas, d'autres le feront mais de la mauvaise manière et les enfants apprendront à leur dépend », explique-t-il. C'est de cette nécessité que vient tout engagement sans limite pour que les adolescent-e-s et jeunes aient accès à une information de qualité sur leur santé sexuelle et reproductive afin de devenir des adultes responsables et expriment leur plein potentiel.

Le projet a été une occasion pour lui d'être accompagné afin de sensibiliser les adolescent-e-s et les jeunes. C'est dans le cadre de ce projet que des adultes supporteurs ont été sélectionnés et formés à aider à créer un environnement favorable pour l'accès aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive par les jeunes et adolescents.

Avec sa boîte à image, Nouffou parcourt son quartier et discute avec les jeunes sur la santé sexuelle et reproductive

Santé sexuelle et reproductive des jeunes : « les réseaux sociaux sont un moyen efficace de sensibilisation », Léonard Kafando, jeune activiste

Dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso », la plateforme QG Jeune a été mise à contribution pour sensibiliser les jeunes. Un moyen efficace selon le jeune activiste Léonard Kafando.

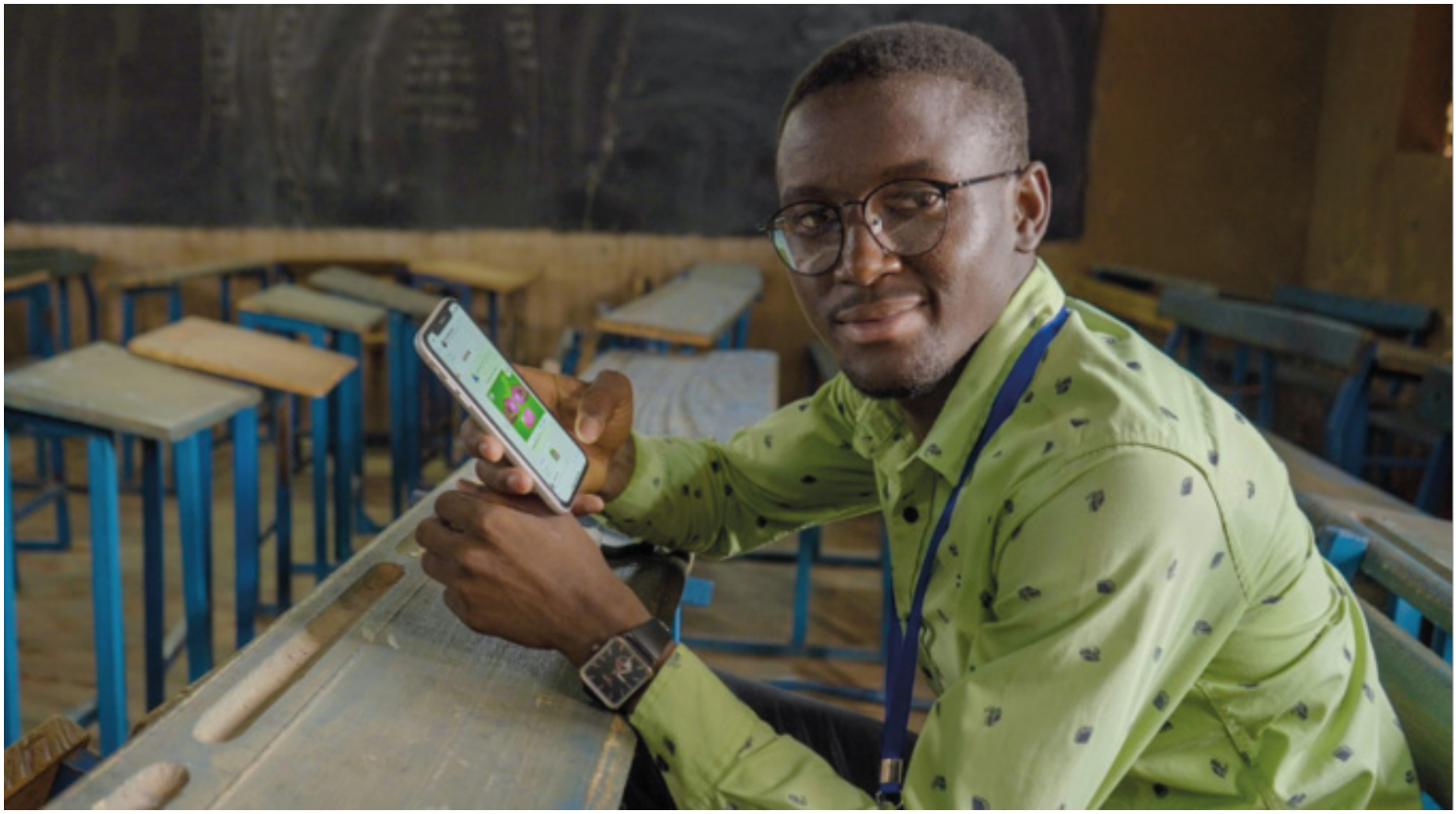
« Bonjour jeunes leaders, j'espère que vous allez bien. Comme convenu la fois dernière, aujourd'hui je partage avec vous un visuel qui est en rapport avec la double protection qu'est le préservatif ». Smartphone en main, Léonard Kafando vient d'enregistrer un message vocal WhatsApp qu'il fait suivre d'un visuel dans un groupe qu'il a créé afin de sensibiliser ses camarades sur la santé sexuelle et reproductive.

Léonard est un jeune élève très actif sur la plateforme QG Jeune. Il reçoit et diffuse régulièrement sur les réseaux sociaux des messages de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et des jeunes.

Cette stratégie a été adoptée afin de toucher davantage de jeunes et d'adolescent-e-s. Les messages diffusés sont élaborés avec l'implication des jeunes et des différents acteurs du projet, étatiques et de la société civile intervenant dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et des jeunes.

Les thèmes abordés sont variés : les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, l'hygiène menstruelle, les grossesses non désirées, etc. Selon Léonard Kafando, les réseaux sociaux sont un excellent outil de sensibilisation à l'endroit des jeunes. « Avec les réseaux sociaux, on peut toucher plus de 100 personnes en une minute. C'est vraiment un moyen efficace. Surtout que les questions de sexualité intéressent vraiment les jeunes. »

Comme Léonard, de nombreux jeunes activistes et « actifs » sur les réseaux ont décidé d'accompagner le projet en sensibilisant les jeunes à un changement de comportement en matière de santé sexuelle et reproductive. Chacun allant de son réseau de prédilection : Facebook, Instagram, Tiktok, ou WhatsApp.



Pour Léonard, les réseaux sociaux sont un outil important pour sensibiliser les jeunes sur la santé de la reproduction

La clinique mobile : Une initiative pour rapprocher l'information et les services de santé sexuelle de qualité des adolescent-e-s et jeunes

Ce matin, c'est campagne de sensibilisation au marché « Château yaar » dans l'arrondissement de Sig-Noghin, à Ouagadougou. Faty Ouédraogo et une dizaine d'autres « adultes supporteurs » de la Fondation KIMI prennent d'assaut les artères du marché, les bras chargés de boîtes à images et de paquets de préservatifs.

Objectif du jour : sensibiliser sur les problèmes de santé sexuelle et reproductive et inviter les usagers du marché à se rapprocher des centres de santé. Les sensibilisateurs ne sont pas seuls. Ils ont la compagnie d'un minicar spécial, équipés de matériels médico-techniques. Sur ses deux façades, sont flanqués l'écriteau « Service de santé mobile ». Et à l'intérieur, c'est une ambiance hôpital. Les agents de santé dont deux sages femmes attendent à l'intérieur pour les consultations.

La présence de la clinique mobile au marché facilite la sensibilisation, selon Faty Ouédraogo. « Il n'est pas facile de demander aux commerçants de laisser leurs commerces pour se rendre au CSPS. C'est un peu éloigné. Mais la clinique mobile est aujourd'hui, à quelques mètres d'eux. Ils peuvent facilement s'y rendre, faire les tests dont ils ont besoin, et revenir sur leur lieu de commerce », argue-t-elle.

Dans un salon de coiffure, à l'intérieur du marché, la jeune Sali Zabré, venue se faire des tresses, est particulièrement attentive et interactive lors du passage de l'équipe de sensibilisation. « Leur démarche est salutaire, cela nous permet à nous jeunes, de nous protéger contre les MST/IST », affirme la jeune de 26 ans. Ses tresses terminées, Sali prend la direction de la clinique mobile pour des consultations. Elle en ressort satisfaite et à la clé, un rendez-vous le lendemain au Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) du quartier pour un suivi plus approfondi.

La clinique mobile a été acquis grâce au financement du gouvernement du Japon, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso ». Ce projet contribue à promouvoir les droits des adolescents et des jeunes, l'équité et l'universalité dans l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris le droit à une information de qualité. Il est mis en œuvre par deux partenaires d'exécution que sont la Fondation KIMI et l'Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial (ABBEF) avec l'appui technique de l'Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planification familiale (JOICFP).

OURS

Directeur de publication

Alain A. AKPADJI

Représentant résident UNFPA Burkina Faso

Rédacteur en chef

Cheikh Mohamed Tidiane MBENGUE

Représentant adjoint UNFPA

Equipe de la rédaction

Ibrahima DIALLO

Judicaël LOMPO

Cynthia COMPAORE

Copyright UNFPA Janvier 2024

Fonds des Nations unies pour la population
Avenue du président Saye Zerbo, 01 BP 575
Ouagadougou 01 - Burkina Faso +226 25 49 13 00/01
www.burkinafaso.unfpa.org

https://burkinafaso.unfpa.org/
@UnfpaBurkinaFaso
@UNFPABF
UNFPA Burkina Faso
unfpaburkina